

Documentaire

1948, L’Affaire silicose. L’histoire d’une injustice

Jean-Claude Ravet

Number 818, Fall 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/99671ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ravet, J.-C. (2022). Documentaire / *1948, L’Affaire silicose. L’histoire d’une injustice*. *Relations*, (818), 73–73.



Photo : Jules Nadeau

POUR RENDRE TÉMOIGNAGE À LA VÉRITÉ

**1948, L'AFFAIRE SILICOSE.
L'HISTOIRE D'UNE INJUSTICE**

RÉALISATION : BRUNO CARRIÈRE
PRODUCTION : FILM CINÉTRIE INC.
2022, 33 MIN.



Chargé de produire l'une des pièces maîtresses du centre d'interprétation historique dont compte se doter la municipalité de St-Rémi d'Amherst, Bruno Carrière fait mouche. Dans un documentaire relativement court, conforme à ceux destinés à un site muséal, il réussit à relater avec brio un épisode tragique de l'histoire du Québec qui eut pour théâtre un petit village minier des Laurentides, Saint-Rémi-d'Amherst. La poussière de silice générée par l'extraction du minerai y causait la silicose, une maladie industrielle chronique et incurable qui attaquait mortellement les poumons des mineurs.

Le documentaire montre bien comment un dossier au titre lapidaire — *Silicose* —, paru dans *Relations* en mars 1948, en a été le révélateur. Une enquête fouillée de 20 pages réalisée par le journaliste d'enquête franco-américain Burton LeDoux y détaillait le paysage sinistre de l'endroit, enveloppé en permanence d'un nuage blanchâtre, et les conditions de travail pitoyables à l'origine du ravage de la silicose parmi les mineurs. Cela sans oublier le sort misérable qui attendait leurs familles, laissées sans indemnités après leur décès. Ce dossier était précédé de l'éditorial du directeur de *Relations*, Jean d'Auteuil Richard, prenant faits et cause pour les victimes, et d'une liste de 46 mineurs « sacrifiés à la stupidité humaine », entre 1935 et 1947, avec leur nom, leur âge et la date de leur décès. Le tout constituait un implacable réquisitoire contre les propriétaires de la mine, le groupe Timmins, un puissant empire financier et industriel accusé de « négligence criminelle, [...] équivalent au meurtre légalisé », et contre son complice, le gouvernement de Duplessis, qui venait de lui céder pour des pinottes les gisements de fer de l'Ungava.

Ces révélations créèrent une onde de choc. Pour la première fois, un tel drame industriel était crument rendu public et était dénoncé, de surcroît, dans une revue catholique, à une époque où l'Église était réputée complaisante envers les patrons. L'édition de *Relations*, tirée à 15 000 exemplaires, fut rapidement épuisée et le dossier repris et débattu par l'ensemble de la presse, en particulier par *Le Devoir*. Or, les propriétaires de la mine, avec l'appui du gouvernement Duplessis, en période électorale, firent tout pour étouffer l'affaire, faisant moult pressions sur l'archevêque de Montréal, puis sur les jésuites à la

tête de la revue, exigeant d'eux une rétractation. Le directeur de *Relations* s'y refusa courageusement, mais les autorités religieuses finirent par plier sous la menace judiciaire et financière : on le destitua, et son successeur signa outrageusement ladite rétractation dans le numéro de juillet 1948. Quelques mois plus tard, les patrons rasaient la mine, abandonnant le village, « pays des veuves », comme on le surnommait, en criminels qui effacent derrière eux toute trace de leurs méfaits.

Bruno Carrière restitue avec sensibilité et intelligence les grandes lignes de cette histoire tragique — un des actes premiers méconnus de la Révolution tranquille. Il le fait par des entrevues éclairantes avec une descendante des victimes, des jésuites et artisans de *Relations*, des historiens, une spécialiste en maladies industrielles et le sociologue Guy Rocher — marqué par cet événement alors qu'il était étudiant à l'université. Il a également recours à des images d'archives ainsi qu'à des scènes d'époque reconstituées par une quarantaine d'habitants de Saint-Rémi, donnant sobrement chair et visage aux disparus et à leur malheur, tandis que le comédien Karl-Patrice Dupuis incarne Burton LeDoux venu faire enquête au village. Cette mise en scène ajoute d'ailleurs une touche d'humanité, comme lorsque la caméra plonge sur le mouchoir blanc d'un mineur qui vient d'être pris d'une quinte de toux lors d'un dîner familial et sur lequel on devine une tache de sang ; la détresse qui s'abat alors sur lui et sa famille, nous en sentons les griffes dans notre âme.

Omniprésente, lancinante, à la limite d'un style mélodramatique qui aurait pu tout gâcher, la musique originale de Louis-Gabriel Pothier est juste et belle. Elle colle au récit, qui n'est pas celui d'une lutte ou si peu — une étincelle vite écrasée —, mais celui d'un malheur généralement vécu dans l'ombre, marqué par l'impuissance de gens qui ne désiraient que vivre simplement, aimer et travailler dignement, mais qui furent livrés à la misère et à la déchéance par des patrons rapaces. Une souffrance mise soudain à la lumière, devenue cri et exigence de justice, mais aussitôt rendue à l'oubli — un oubli en partie réparé par ce documentaire. ■

Jean-Claude Ravet